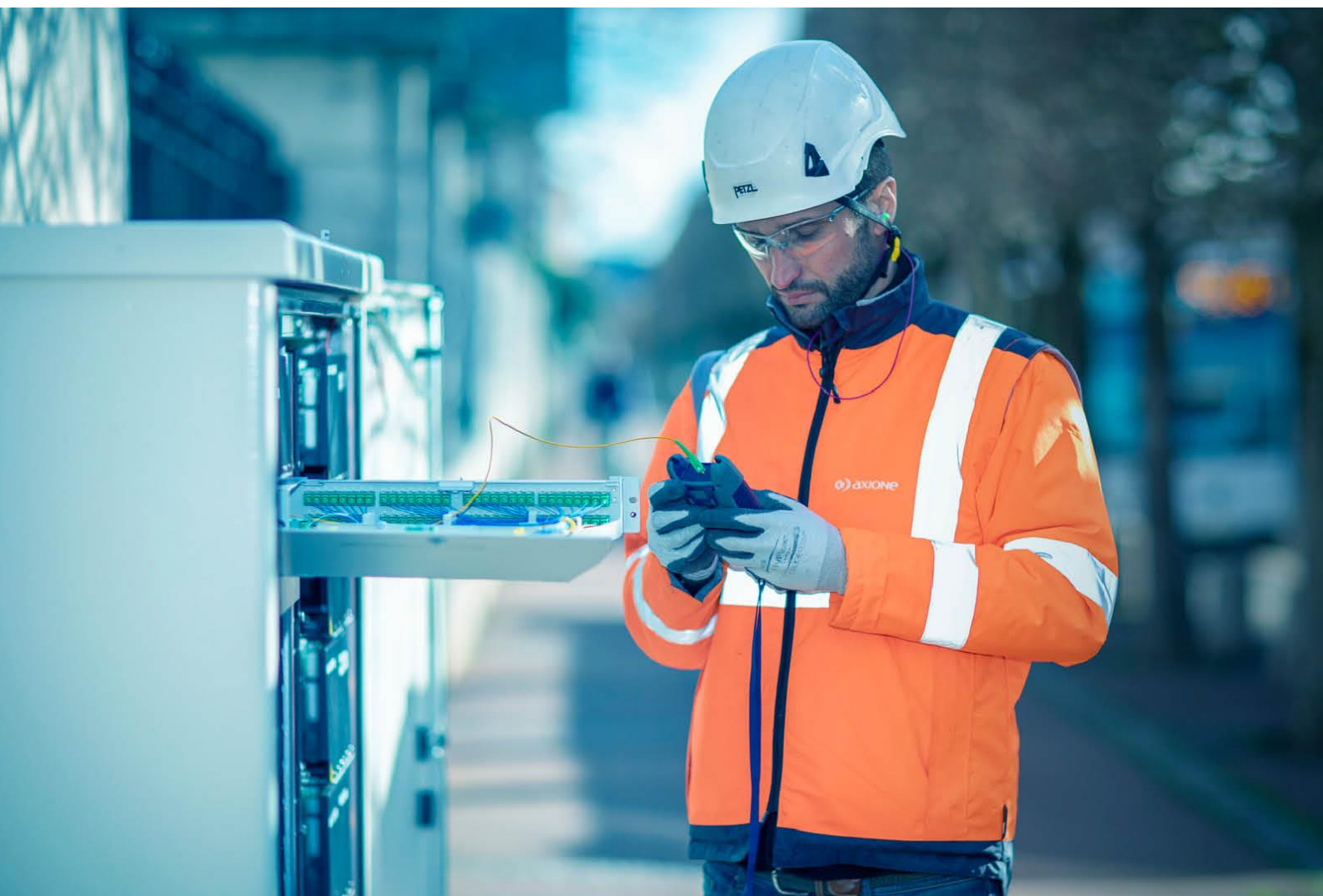


CONSULTATION PROJET DE DECISION D'ANALYSE DU MARCHE DE FOURNITURE EN GROS D'ACCES AUX INFRASTRUCTURES PHYSIQUES DE GENIE CIVIL DE BOUCLE LOCALE

Réponse d'Axione – Septembre 2023



1. Présentation d'Axione

Axione est un acteur global du secteur des infrastructures de télécommunications au service des collectivités territoriales, des opérateurs et des équipementiers et s'organise autour de trois pôles d'activités :

1. La conception, le déploiement et la maintenance de réseaux fixes et mobiles
2. L'exploitation de réseaux filaires et radios
3. Le financement et la gestion d'actifs d'infrastructures de télécommunications haut et très haut débit

Sur la fibre, Axione opère 25 Réseaux d'Initiative Publique (RIP) en délégations de service public et en contrats de partenariat. A horizon 2024, les réseaux FttH d'Axione desserviront 3,5 millions de locaux.

Parallèlement, Axione apporte son expertise multi-technologique aux Grands Comptes publics et privés pour leur proposer des solutions innovantes (Couverture Radio Indoor, réseaux privés fibre et radio, Smart Territoires, etc..).

2. Synthèse

Le prochain cycle des marchés s'inscrit dans une période de transition pour l'infrastructure d'accès sur l'ensemble du territoire :

- Les déploiements de réseaux BLOM vont s'achever pour atteindre une couverture quasi intégrale du territoire ;
- La commercialisation sur ces réseaux continue de progresser, et fait de cette infrastructure l'infrastructure de référence pour l'ensemble des particuliers, entreprises et collectivités ;
- La fermeture du réseau cuivre s'enclenche et va progressivement s'accélérer.

Dans ce contexte, Axione considère qu'il appartient à l'Autorité de continuer à garantir un cadre réglementaire permettant des conditions optimales de transition technologique vers la fibre à l'ensemble des acteurs du secteur et notamment en garantissant l'effectivité de l'accès aux infrastructures de Génie Civil de l'opérateur historique.

Au-delà des mesures et remèdes proposés, Axione entend profiter de cette réponse pour mettre en avant quelques points qui lui semble essentiel à l'atteinte des objectifs fixés par l'Autorité et qui ne sont pourtant pas évoqués à ce stade dans le projet de décision soumis à consultation. Ces points concernent principalement les problématiques suivantes :

- Maintien en condition opérationnelle de l'infrastructure de Génie Civil, notamment à la suite de la dépose des câbles du réseau cuivre ;
- Disponibilité des adductions ;
- Fonctionnement du SAV dans le cadre du contrat GC BLO ;
- Elagage et conventionnement avec les propriétaires de parcelles privées.

3. Points de vigilance et observations

Rénovation d'infrastructures de génie civil spécifique au raccordement final

Axione rejoint l'analyse de l'Autorité sur la nécessité de prendre en compte les problématiques spécifiques liées aux rénovations de génie civil dans le cadre des raccordements finals prises en charge par Orange :

- ✓ Les délais de réalisation des travaux par Orange doivent être réduits par rapport à ce qu'ils sont à ce jour pour permettre à l'Opérateur d'Infrastructure de tenir ses obligations de qualité de service,
- ✓ Pour l'aérien, les délais d'Orange ne devront plus être conditionnés à la transmission à Orange d'une volumétrie prévisionnelle de rénovation à réaliser,
- ✓ Les processus et conditions économiques doivent être améliorés pour permettre à un opérateur de réaliser les opérations de rénovation de génie civil mobilisé pour le raccordement final en tenant compte du fait qu'il est difficile de mutualiser un chantier de rénovation déclenché à l'occasion d'un raccordement final.

Les délais et le processus actuels dans l'offre GC BLO pour ces travaux de rénovation et particulièrement pour les remplacements d'appuis par Orange ne sont pas, compatibles avec les plafonds de délai de traitement de réapprovisionnement à froid fixés par l'Autorité.

Dans le cadre des raccordements clients finals, les prestataires en charge des travaux sont amenés à découvrir des appuis aériens devenus inutilisables du fait de la présence d'étiquettes jaunes ou orange, ou de leur état dégradé.

Comme l'a bien compris l'Autorité, le processus actuel qui impose à l'Opérateur d'Infrastructure de transmettre à Orange des prévisions détaillées est extrêmement contraignant et doit être revu. Orange est le plus à même à juger de la disponibilité de ses appuis pour les raccordements finaux sur un territoire et doit prendre la responsabilité de dimensionner ses équipes de maintenance en fonction de l'état de l'infrastructure aérienne locale.

Par ailleurs les engagements de délais d'acceptation d'une notification à Orange ne sont pas définis à ce jour et pénalisent le délai global de rénovation des appuis en défaut.

Les délais contractuels doivent être adaptés pour répondre à l'objectif de rendre effectivement raccordables l'ensemble des prises FTTH dans les meilleurs délais. Dans le cas contraire, les Opérateurs d'Infrastructures en seraient doublement pénalisés (allongement des délais de raccordement et pénalités réglementaires et contractuelles liées au non-respect des seuils établis lors du 6^{ième} cycle).

Ce faisant, le dépassement du délai contractuel d'Orange doit donner droit au versement par Orange d'une pénalité au profit de l'opérateur demandeur, qui doit être suffisamment incitative pour garantir une réelle mise en œuvre des moyens nécessaires sur chacun des territoires.

Si Orange ne réalise pas la rénovation dans le délai contractuel, l'opérateur client doit pouvoir reprendre la main et réaliser la rénovation. Orange procèdera ensuite au remboursement de la main d'œuvre selon des forfaits d'intervention spécifiques

Si Orange a réalisé les travaux de rénovation mais n'a pas informé l'opérateur (Etat de la commande toujours « En cours de réalisation ») l'opérateur sera en droit de facturer un déplacement à tort si celui-ci s'est déplacé pour initier les travaux de réparation.

Pour les réparations de tronçons de conduites cassées, Axione est tout à fait favorable à la fluidification de l'initiative de l'étude d'opportunité de construction de nouveaux fourreaux par Orange pour les fouilles de potentiellement plus de 12 mètres ainsi que pour les conduites unitaires cassées.

Par ailleurs, l'engagement d'Orange à réaliser les travaux demandés pour 5 (cinq) Bons de Commande par Opérateur, par mois et par département est un quota insuffisant. Il doit être adapté aux situations locales (état général du réseau et dynamique de migration vers la fibre sur le territoire).

Conditions économiques d'intervention des Opérateurs d'Infrastructures pour la rénovation des infrastructures de Génie Civil d'Orange

Les niveaux de rémunération forfaitaire pour les opérations de réparations réalisées par les opérateurs en tant que sous-traitant d'Orange ne sont plus adaptés d'une part aux réalités des coûts actuels et d'autre part aux opérations réalisées dans le cadre de la Vie des Réseaux (Service Après-Vente ou raccordements finals).

Axione propose ci-dessous les niveaux de rémunérations pertinents pour la réalisation de ces opérations. Les forfaits proposés intègrent un certain nombre de prestations détaillées ci-dessous et le cas échéant leurs occurrences constatées :

L'intervention d'un technicien pour qualifier la réparation, confirmer la faisabilité et valider la fiche de blocage
L'ouverture de chantier de génie civil (souterrain ou aérien), mise en sécurité (balisage, barrière, feux tricolores, etc.), marquage des réseaux, y compris les démarches administratives (permission de voirie, convention d'occupation...)
Réparation de conduite jusqu'à une longueur égale ou inférieure à 4 ml, détection/recherche par fouille des réseaux existants, largeur d'emprise de 1m, remise en état des sols à l'identique de l'existant
Fourniture et pose de 2 fourreaux PVC Ø 42/45
Tranchée traditionnelle sous chaussées ou trottoirs dallés, pavés, ou béton, charge 0,80m, remblai en matériaux d'apport (occurrence 10 %)
Plus-value pour réfection trottoir pavé ou dallé, trottoir béton désactivé, ou chaussée en enrobés lourds (occurrence 10 %)
Traitement Bureau d'Etude de la Commande (notification, suivi, DFT) de la notification
Dépose d'un appui aérien existant, retour du poteau au stock fournisseur
Pose d'un poteau bois (6 à 9 mètres)
Transfert d'un câble cuivre ou fibre optique d'un réseau aérien vers un autre réseau aérien adjacent (30 mètres)

Création de remontée aéro-souterraine sur appuis ou façade, arasage des fourreaux à 10 cm, pose bouchon (occurrence 10 %)
Fourniture et pose d'une demi-lune sur appui (occurrence 10 %)

Les tarifications de remboursement des travaux réalisés en sous-traitance d'Orange à prendre en compte sont :

Prestation de réparation de conduite cassées (première fouille)	[...]
Fouille supplémentaire (2ème et 3ème fouille)	[...]
Prestation de remplacement d'un appui (premier appui)	[...]
Remplacement d'un appui suppl. sur le parcours du câble de raccordement	[...]

Par ailleurs les opérations de recalage des appuis d'orange ne font aujourd'hui l'objet d'aucune indemnisation de la part d'OWF. Ces opérations permettent pourtant l'amélioration du parc des appuis et demandent aux OI des efforts de main d'œuvre non négligeables, comparables aux efforts nécessaires pour les remplacements d'appuis.

Recalage d'un appui	[...]
---------------------	-------

Elagage et conventionnement avec les propriétaires de parcelles privées

Dans le cadre des déploiements aériens Orange a imposé aux opérateurs la responsabilité d'organiser les éventuelles opérations d'élagage à proximité de ses infrastructures, du fait de son pouvoir de marché.

Conformément à l'article L.51 du CPCE, une convention devrait exister entre Orange, exploitant du premier réseau ouvert au public établi et le propriétaire de la végétation qui ne permet pas l'établissement d'un réseau d'initiative publique. Les interventions réalisées sur la végétation dans le cadre de cette convention permettent de prévenir l'endommagement et les risques d'interruption de service des réseaux ouverts au public déployés sur ces infrastructures et de sécuriser l'ensemble des câbles sur l'artère notamment les câbles cuivre d'Orange. Le principe voudrait que cette convention soit proposée par Orange dans le cas où les propriétaires en font la demande.

Du fait de son pouvoir de marché, Orange impose cette disposition à ses clients et réduit de manière disproportionnée la portée de l'article L.51 du CPCE. Nous demandons à l'Autorité d'imposer à OWF la suppression dans le contrat GC BLO des articles qui imposent à l'Opérateur d'Infrastructure de réaliser les éventuelles opérations d'élagage nécessaires avant toute pose de câble (Annexes D3 et D4).

Rénovation des infrastructures en autonomie

Orange est le seul opérateur à détenir les infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement de façon massive et efficace d'une nouvelle boucle locale en adressant chaque parcelle et chaque local aujourd'hui desservis par la boucle locale cuivre.

Par conséquent, il apparaît nécessaire qu'Orange respecte des règles de partage de ses infrastructures et garantisse la disponibilité de ces dernières en s'assurant notamment qu'il ne privilégie pas de manière discrétionnaire et discriminatoire le déploiement ou la modernisation de ces infrastructures sur les territoires où il est Opérateur d'Infrastructure.

Les opérations de rénovation de l'infrastructure de Génie Civil bénéficient à l'ensemble des opérateurs et il est nécessaire et proportionné qu'Orange prenne à sa charge la totalité des coûts matériels et de main d'œuvre des opérations de rénovation des infrastructures réalisées en autonomie par les opérateurs dans le cadre de déploiements massifs (FTTH), de raccordements finals ou de maintenance curative.

Il est dès lors légitime qu'Orange rétribue l'opérateur qui réalise ces travaux de rénovation en sous-traitance pour les dépenses engagées. Or, les montants forfaitaires proposés par Orange pour les travaux de réparation du GC cassé ou de renforcement/remplacement des appuis aériens restent très éloignés de la réalité des coûts supportés par les Opérateurs d'Infrastructures dans les territoires ruraux et ne répondent pas à ce principe.

Maintien en condition opérationnelle de l'infrastructure

Dans le cadre de l'obligation faite à Orange de maintenir en condition opérationnelle les infrastructures, notamment aériennes, qui ne sont plus utilisées pour le cuivre, il nous paraît important d'imposer à Orange de ne pas déposer ou vendre les appuis aériens même s'il n'y a pas encore de fibre déployée sur ces appuis, sauf accord écrit de l'Opérateur d'Infrastructures de la zone, et de maintenir ces appuis en conditions opérationnelles. L'Opérateur d'Infrastructure sera en effet dorénavant le plus amène à déterminer si ces appuis seront mobilisés ultérieurement pour réaliser une extension de réseau ou un raccordement final.

Par ailleurs nous souhaitons que soit précisé dans le cadre du prochain cycle l'engagement d'Orange à réaliser les enfouissements/dévoiements quand les appuis supportent les câbles optiques déployés par un Opérateur d'Infrastructure dans le cadre d'une commande massive (aval PM) pour laquelle l'opérateur s'acquitte d'une redevance mensuelle calculée sur la base du nombre de prises FTTH déclarées dans l'IPE. En effet, lorsque Orange OI cuivre ne dispose plus d'abonné cuivre sur le segment d'infrastructure concerné, Orange gestionnaire du Génie Civil se désengage de l'opération laissant l'OI fibre supporter les coûts de l'opération sans mutualisation des coûts au niveau national aux dépens des réseaux d'initiative publique. De plus ce procédé introduit une discrimination entre Orange OI cuivre et les OI fibre par Orange en tant que gestionnaire de Génie Civil.

Disponibilité des adductions

En tant que propriétaire des infrastructures constitutives de la boucle locale cuivre, Orange possède ou maîtrise la quasi-totalité des adductions permettant de déployer, de façon continue, les nouvelles boucles locales optiques qui se substitueront dans un avenir proche à la Boucle Locale Cuivre. De ce fait, il semble légitime que l'obligation d'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale faite à Orange concerne l'intégralité des fourreaux d'adduction.

Un Opérateur d'Infrastructure qui déploie aujourd'hui en zone d'initiative publique est confronté à de nombreuses situations où Orange ne prend pas en charge les travaux de rénovation ou de désaturation des fourreaux d'adduction existants.

- Fourreaux d'adduction non présents sur les PIT d'Orange cassés ou saturés,
- Conduites interrompues n'ayant servi qu'à guider le câble de raccordement cuivre jusqu'à la parcelle privative,
- Gaines annelées mises en œuvre dans le cadre des transitions aéro-souterraines, aux fins d'adduction et de raccordement des abonnés non utilisables,
- Câbles cuivre déployés en pleine terre au sortir d'une chambre ou d'une transition aéro-souterraine.

La rénovation ou la reconstruction de ces infrastructures ne peuvent raisonnablement être réalisées par un opérateur tiers sans intégration de ces éléments dans le patrimoine Génie Civil d'Orange dans les mêmes conditions que pour les tronçons d'adduction existants dans les Plans Itinéraires.

De plus il est justifié qu'Orange fasse droit aux demandes raisonnables de création de fourreaux d'adduction en limite de propriété privée, lorsqu'un génie civil d'adduction est initialement inexistant ou qu'aucune solution de désaturation ou de contournement non excessif ne peut être mobilisée. Orange devra réaliser ou prendre en charge les coûts de ces opérations de création de génie civil d'adduction en continuité de son génie-civil existant, moyennant l'intégration du produit de l'opération dans son patrimoine

Les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale en conduite d'Orange ont été définies dans le cadre de la décision n° 2010-1211 et de sa révision de 2017.

Le génie civil de boucle locale est considéré comme un actif unique qui, sur un même lieu, peut être utilisé par des câbles de cuivre ou être mis à disposition des opérateurs pour y tirer leurs fibres optiques. Les coûts de maintenance du Génie Civil d'Orange pris en compte pour l'établissement de la redevance due pour chaque accès intègrent nécessairement les travaux de rénovation ou de reconstruction des infrastructures existantes sur tous les segments du réseau.

A ce titre il nous apparaît pertinent que les travaux de rénovation, de reconstruction ou de création de GC intègrent l'assiette de coûts pertinents définie dans le cadre de la décision n° 2010-1211.

En conséquence, comme Axione l'a déjà évoqué dans le cadre d'échanges précédents avec l'Autorité, nous contestons le refus d'Orange de prendre en charge les travaux de réparations ou de reconstruction des adductions dont il se dit ne pas être le propriétaire ni le gestionnaire mais dont il est pourtant de fait le gestionnaire du fait de la présence de ses câbles cuivre au sens de la décision n°2020-1445.

En conséquence, Axione considère qu'Orange doit accepter les demandes de rénovation passées et futures pour les infrastructures de génie civil mobilisées par le réseau de boucle locale cuivre et que l'offre d'accès aux installations de génie civil et d'appuis aériens d'Orange doit être modifiée en ce sens, notamment en supprimant la référence aux plans itinéraires pour désigner les infrastructures incluses dans le périmètre de cette offre.

Vie du réseau : Signalisations auprès d'Orange

Axione rejoint l'analyse de l'Autorité sur la nécessité de prendre en compte les problématiques liées à la vie du réseau, qu'il s'agisse de la pérennité des infrastructures ou de l'entretien des abords des réseaux aériens. Le signalement d'un dommage réseau ou d'un besoin d'élagage doit être pris en compte par Orange dans les meilleurs délais.

Par ailleurs il paraît souhaitable que l'opérateur à l'origine du signalement reçoive en retour une confirmation de sa bonne prise en compte, un délai prévisionnel d'intervention ainsi qu'un signalement sur la réalisation des travaux.

Dans les cas de dommages réseaux constatés par l'opérateur alternatif et qui impactent notablement les câbles de ce dernier, il est indispensable qu'Orange transmette, dans le cas d'un signalement au travers de l'outil e-SAV, les coordonnées d'un contact Orange afin de synchroniser les interventions des acteurs. Cette coordination entre les différents intervenants est un gage du maintien en bonnes conditions opérationnelles des réseaux et de la qualité de service.

Spécifiquement dans le cas de dommages Réseaux du fait d'un Tiers ou du fait des intervenants d'Orange lui-même, Axione déplore régulièrement le manque d'implication d'Orange dans les processus de détermination des responsabilités et de facturations des coûts de remise en état. Par ailleurs, le peu de réactivité des services de Gestion des sinistres d'Orange rend les démarches des opérateurs longues et fastidieuses.

Vie du Réseau : Plans et descriptions des infrastructures

La connaissance des infrastructures de Génie Civil mobilisables sur un territoire est fondamentale et permet d'élaborer, de manière fiable et précise, les études de conception des réseaux et ainsi de réduire les coûts de déploiement en mutualisant les infrastructures existantes et en évitant la duplication inutile et inefficace desdites infrastructures.

A ce titre et conformément à la décision n° 2020-1445 du 15 décembre 2020 portant sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position

déterminée, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché, il appartient à Orange de donner accès à l'ensemble des informations représentatives de l'état de ses installations à la date à laquelle elles sont sollicitées par l'opérateur.

L'engagement de délai d'un mois proposé par l'Autorité pour mise à jour des bases de données numériques vectorielles géolocalisées d'Orange à la suite de la réalisation de travaux sur ses infrastructures de génie civil nous paraît adapté.

Vie du réseau : Délais d'intervention pour l'ouverture de chambres sécurisées

Les opérateurs de gros commercialisent des offres avec qualité de service renforcée à destination des entreprises sur l'ensemble des territoires où ils sont présents. Ils doivent donc avoir la capacité de proposer et garantir une GTR 4 heures.

Un certain nombre de chambres sur les infrastructures Orange, « dites stratégiques », sont sécurisées et ne peuvent être ouvertes que dans le cadre d'un accompagnement par un agent habilité par Orange et en possession des moyens d'accès.

Orange a fait évoluer les modalités d'accès en réduisant le délai sur lequel porte son engagement contractuel pour accompagner un opérateur afin d'accéder à ces chambres sécurisées en urgence à 4 heures.

Cet engagement ne permet pas la reproductibilité des offres de détail d'Orange utilisant des accès de haute qualité sur fibre dédiée (GTR 4 heures).

Un engagement contractuel de mobilisation des personnels ou sous-traitants d'Orange en moins de 2 heures (GTI 2H), HO ou HNO devrait donc être proposé dans l'offre GC BLO pour répondre aux besoins de qualité de service renforcée des entreprises.

Vie du réseau : Fonctionnement du SAV dans le cadre du contrat GC BLO

Dans le mode de fonctionnement actuel Orange refuse d'intervenir sur des infrastructures incluses dans des ZAPM pour lesquelles la totalité des travaux n'ont pas été réalisés ou validés (acceptation du DFT). Le signalement d'un incident sur le réseau, tel qu'une chute d'appui, ne peut alors se faire que via le portail « Dommage Réseau » et sans engagements de délais de rétablissement par Orange.

Cette contrainte nuit de toute évidence aux engagements de qualité de service sur les réseaux optiques les plus sensibles aux aléas climatiques ou aux dégradations accidentelles quand ils sont déployés sur les infrastructures aériennes d'Orange.

Vie du Réseau : Possibilité d'engager rapidement des évolutions de réseau

Dans le cadre de la densification de l'habitat, des évolutions du Génie Civil existant seront nécessaires afin d'adapter les infrastructures aux nouveaux déploiements et rendre raccordables de nouveaux lotissements ou immeubles.

La création de chambre supplémentaires à positionner sur des conduites existantes en cours d'expérimentation en est un exemple. D'autres prestations de ce type (évolution de l'infrastructure existante) sont à prendre en compte comme le changement de taille de chambre. Ces prestations nécessitent des engagements de délais de la part d'Orange compatibles avec les contraintes d'éligibilité des raccordements ou devront être réalisables en autonomie par les opérateurs dans des conditions économiques équitables.

Ces évolutions ou aménagements de réseau devraient pouvoir être réalisés dans le cadre de processus beaucoup plus fluides et efficaces qu'aujourd'hui et encadrés par l'offre de référence d'utilisation du Génie Civil d'Orange, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, notamment en accélérant l'introduction de manière pérenne dans l'offre de référence la possibilité d'installer des chambres sans fond.

Pénalités dues par Orange

Les pénalités actuellement dues par Orange sont d'un niveau dérisoire, totalement non dissuasif et sans commune mesure avec les conséquences du non-respect des engagements contractuels sur la Qualité de Service.

Nous souhaitons une révision et une harmonisation de ces niveaux de pénalités sur la base des niveaux de pénalité P1 et P2 définis dans l'offre GC BLO.

Défaut d'information

Pénalité journalière (JO) de **10 P2** pour dépassement des délais pour informer l'Opérateur de la faisabilité et du délai prévisionnel de réparation par Orange en cas de :

- Notification de conduites cassées ou de remplacement d'appui
- Notification de rehausse de chambre,
- Signalisation en SAV, sans caractère d'urgence

Pénalité journalière (JO) de **20 P2** pour dépassement des délais pour informer l'Opérateur de la faisabilité et du délai prévisionnel de réparation par Orange en cas de :

- Signalisation en SAV, en cas d'urgence avérée

Défaut d'intervention

Pénalité journalière (JO) de **15 P2** pour dépassement des délais d'intervention pour :

- Les traitements de notifications,
- Les délais de réparation des Installations endommagées en SAV sans caractère d'Urgence

Pénalité journalière (JO) de **30 P2** pour dépassement des délais d'intervention pour :

- Les délais de réparation des Installations endommagées en SAV en cas d'urgence avérée

Défaut de disponibilité de d'appui dans les magasins d'Orange

Pénalité forfaitaire de **100 €** par Bon d'Enlèvement

Pénalité journalière (JO) de **15 P2** par appui indisponible

Défaut d'accompagnement en SAV en urgence

Pénalité forfaitaire de **100 €** pour dépassement des délais d'accompagnement de l'opérateur en SAV

Pénalité horaire de **10 P2** par heure de retard

Maintenance des appuis aériens

Le processus d'application des pénalités pour les non-conformités terrain relevées dans le cadre d'Audits réalisés par les UI (Unité d'Intervention), principalement sur l'aérien, postérieurement à la validation des DFT nécessite d'être révisé.

Nous sommes confrontés à de nombreuses situations où Orange réalise des Audits terrain et applique des pénalités concernant l'état des appuis plusieurs mois ou années après le déploiement des câbles optiques sur ces derniers.

Le motif invoqué étant la vétusté ou le défaut de verticalité constaté au moment d'un contrôle terrain.

Nous contestons ce processus d'audits, l'application de pénalités ou les demandes remplacement d'appuis pour ces motifs compte-tenu que :

- L'état de l'appui était « conforme » dans le GESLOT au moment de l'acceptation de la commande d'accès
- Aucune étiquette ne signalait un défaut de conformité de l'appui au moment des travaux
- L'opérateur a transmis à Orange des photos de l'appui avant travaux dans sa commande d'accès et que cette commande a été acceptée par Orange sur cette base.

Nous considérons que la complétude de l'inventaire de l'état des appuis reste de la responsabilité d'Orange, que les photos prises et transmises à Orange par l'Opérateur doivent permettre à Orange de se positionner sur la nécessité ou non de remplacer l'appui et qu'aucune pénalité ne peut être notifiée ou facturée à l'opérateur en cas de manquement à un de ces principes.

Compte-tenu de la complexité du processus de remplacement d'un appui a posteriori et du coût qu'il représente, il convient qu'Orange identifie tous les appuis qu'il souhaite voir remplacer au moment de la commande d'accès. Une non-conformité qui résulterait d'un inventaire incomplet de la part d'Orange ne devra pas être prise en compte pour l'application de pénalités ou pour exiger de l'opérateur le remplacement d'un appui.

4. Conclusion

Comme détaillé dans les différents points détaillés dans ce document, Axione considère que les obligations relatives à la qualité de service imposées à Orange doivent être renforcées notamment sur tous les engagements de délais qui touchent à la Vie des Réseaux.

De plus afin de garantir l'effectivité de l'accès, il conviendra qu'Orange s'assure que les travaux de dépose du cuivre ne perturbent pas l'exploitation des réseaux des opérateurs mobilisant les infrastructures de génie civil d'Orange. C'est pour cette raison qu'Axione souhaite être associé à ces opérations sur tous les territoires où il exploite une infrastructure de boucle locale optique.